



Logiques doctrinales et publicitaires à l'Université
 Doctrinal and advertising logics at the University
 Lógicas doctrinales y publicitarias en la Universidad

Enseigner le féminisme en travail social à travers ses luttes idéologiques

Ina Motoi

Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue (UQAT), Québec, Canada
 ina.motoi@uqat.ca

La représentation des femmes par une construction sociale du genre est au cœur du féminisme. Mais de quel féminisme parle-t-on, défini à travers quelles luttes idéologiques? Les contradictions de la critique de chacune des quatre vagues du féminisme est portée par maints courant idéologiques (libéral, radical, différentialiste, intersectionnel, néolibéral) qui mettent différemment en perspective la transformation de la place des femmes dans la société. A-t-on assisté à une évolution d'une vague dans la suivante, formant la continuité d'un même mouvement, ou à une variété d'idéologies s'opposant les unes aux autres? Toute conception du rapport au genre requiert d'être croisée avec d'autres perspectives pour comprendre les conditions de sa mutation. La confusion actuelle entre sexe et genre ainsi que l'invalidation de la binarité biologique des sexes ont-elles atteint des limites au-delà desquelles, les femmes, en perdant leur visibilité publique, ne seraient plus reconnues comme telles?

Mots-clés : féminisme, luttes idéologiques, contradictions, invisibilité, droits des femmes.

The representation of women through a social construction of gender is at the heart of feminism. But which feminism are we talking about, defined through which ideological struggles? The contradictions of the critique of each of the four waves of feminism are carried by many ideological currents (liberal, radical, differentialist, intersectional, neoliberal) that differently put into perspective the transformation of women's place in society. Have we witnessed an evolution from one wave to the next, forming the continuity of the same movement, or a variety of ideologies opposing each other? Any conception of the relationship to gender requires to be crossed with other perspectives to understand the conditions of its mutation. Have the current confusion between sex and gender, as well as the invalidation of the biological binarity of the sexes reached limits beyond which women, by losing their public visibility, would no longer be recognized as such?

Keywords: feminism, ideological struggles, contradictions, invisibility, women's rights.

La representación de las mujeres mediante una construcción social del género está en el corazón del feminismo. Pero ¿de qué feminismo se habla, definido a través de qué luchas ideológicas? Las contradicciones de la crítica de cada una de las cuatro olas del feminismo es llevada por muchas corrientes ideológicas (liberal, radical, diferencialista, interseccional, neoliberal) que ponen de manera diferente en perspectiva la transformación del lugar de las mujeres en la sociedad. ¿Se ha visto una evolución de una ola en la siguiente, formando la continuidad de un mismo movimiento, o una variedad de ideologías que se oponen unas a otras? Toda concepción de la relación con el género requiere ser cruzada con otras perspectivas para comprender las condiciones de su mutación. La actual confusión entre sexo y género así como la invalidación de la binaridad biológica de los sexos han alcanzado límites más allá de los cuales las mujeres, al perder su visibilidad pública, ya no serían reconocidas como tales?

Palabras clave : feminismo, luchas ideológicas, contradicciones, invisibilidad, derechos de las mujeres.

Introduction

En tant que professeure en travail social à l'UQAT depuis 2003, j'ai été une témoin privilégiée du cheminement du féminisme¹. Ma compréhension de ce mouvement social est forgée en interaction avec son appréhension par les étudiantes et les étudiants et leur questionnement. Mon récit ethnographique en contexte nord-américain atteste d'un angle de vue régional et pragmatique non relativiste, prenant comme référents les situations de dialogues pédagogiques vécues, lorsque des nuances conceptuelles sont avancées par l'examen de sa propre réflexion sur les femmes afin d'agir/intervenir socialement.

Nous y avons cheminé de la solidarité entre femmes à partir d'une définition du genre en tant que construit socioculturel, par la voie de diverses représentations, à une situation où des institutions, dont l'Université, parlent au nom des droits des femmes. En Abitibi-Témiscamingue, j'ai rencontré de nombreuses femmes qui ont fait de manière lucide et efficace la part des choses dans les dynamiques de pouvoir existantes. Elles se réclamaient publiquement du féminisme, mais duquel? Il y a eu plusieurs vagues² qui véhiculaient leur propre cadre d'analyse : libéral, radical, marxiste, différentialiste³, néolibéral, intersectionnel, néoféministe, etc. L'objectif de ce texte est de les replacer dans la durée en les abordant dans une visée synthétique à partir de leur finalité commune d'amélioration des conditions de vie des femmes. Il importe toutefois, avant d'ouvrir cette perspective compréhensive, de discerner théoriquement le mouvement social des idéologies qui le portent de celles qui le contestent à l'interne comme à l'externe.

Liminaire : du mouvement social et de l'idéologie

Le mouvement féministe se manifeste par sa lutte idéologique portée socialement par des militantes et des organismes mis sur pied. Selon Touraine (1974, p. 218), « tout mouvement social est consacré à ce qu'on peut nommer une « action critique », soit une lutte contre l'ordre établi qui exclut ce qui est inacceptable pour cette classe⁴. Cette action critique ne repose pas sur le conflit, mais sur la contradiction ». La méthode de la « rupture des contradictions » amène une contestation qui vise une réappropriation collective de ses droits par un groupe social subordonné, ce qui représente sa « composante morale » pointant vers une « libération historique » (Touraine, 1992). Or, celle-ci peut aussi être utilisée strictement comme un masque de la vertu⁵ lorsque les gens cherchent à influencer le cours de l'histoire par le mensonge en créant une illusion selon des intérêts spécifiques.

L'idéologie du mouvement féministe est transmise à travers un récit de ce qui est et de ce qui devrait être, ce qui est posé en outil conceptuel pour penser et trier une combinaison sur mesure d'idées et de valeurs afin de former un filtre par lequel doit être perçu et représenté le monde social (Carniol, 1984, p. 17). Dans le temps, son usage est devenu coutumier dans le réseau de

1. J'ai auparavant été directrice du Réseau des femmes du sud de l'Ontario (1984-2003), responsable de la ligne provinciale SOS-femmes, de l'Institut de leadership social et communautaire des femmes au Collège universitaire de Glendon à Toronto, et de quatre agences-Réseau à Sarnia, Oshawa, Barrie et Welland.

2. Périodes approximatives de ce développement historique qui s'arriment l'une et l'autre, mais avancent aussi en parallèle.

3. Ces féministes mettent l'accent sur l'importance de la différence de nature (essence) entre hommes et femmes.

4. Touraine référait en 1974 à la classe ouvrière et aux droits du travail situant cette lutte sociétale comme principale. Depuis, ce terme de « classe » a été remplacé par d'autres catégories (genre, race, orientation sexuelle, sexe, nation) qui ont ouvert, selon Keutchuyan (2010), d'autres fronts « secondaires », dont certains ont pris de l'ampleur, d'où l'utilisation d'un terme plus général.

5. Voir le numéro de la Revue ATPS consacré à *La propagande et ses masques de la vertu* : <https://edition.uqam.ca/atps/issue/view/130>

santé et de services sociaux pendant que sa trajectoire historique se modifiait de contradiction en contradiction. En ce sens, ses représentations collectives soutiennent un mode de pensée unique qui tend à devenir hégémonique par sa « conception du monde et [son] programme politique », d'où sa dimension normative (Parenteau, 2009, p. 9). Dans cette dynamique, Voirol (2008, p. 62-68) constate deux conceptions opposées de l'idéologie :

- L'optique critique de Marx et Engels (1848), qui la conçoit comme un abus d'influence induisant une *distorsion de la réalité* qui permet l'exploitation économique, connotation négative reliée à la propagande et dénoncée⁶.
- Dans un sens acritique, Geertz (2000) lui donne une connotation culturaliste positive, comme « intégrateur symbolique d'une communauté préservant son identité culturelle »⁷.

Boltanski et Chiapello (2009) déterminent un troisième point de vue sur l'idéologie, celui des individus qui ont besoin pour agir de « comprendre le monde en lui conférant un sens » par eux-mêmes (Parenteau, 2009, p. 9). On doit alors leur reconnaître des habiletés de réflexion et de jugement, une liberté d'expression et de conscience, des « compétences morales ». Or, Van Dijk (2006, p. 1) ouvre un quatrième angle en mettant en doute précisément la capacité des gens à s'écarter des influences issues de leurs propres groupes d'appartenance, puisqu'elles leur procurent des grilles d'interprétation de la « réalité » leur permettant de coller à l'idéologie dominante sans voir « leur adhésion de manière négative » (Voirol, 2008, p. 71) ni souhaiter s'en émanciper. D'où leur « difficulté à reconnaître la validité du concept » d'idéologie (Parenteau, p. 13) pour saisir son propre discours comme « idéologique ». Dès lors, l'idéologie est-elle seulement le propre « des autres » ?

Cette confluence entre ces quatre points de vue, on la retrouve dans le cheminement du féminisme de vague en vague. D'ailleurs, en 1960, « la fin de l'idéologie » avait été annoncée par Bell et, en 1992, Fukuyama a même déclaré « la fin de l'histoire » amenée par « le triomphe du libéralisme et du régime économique avec lequel il est le plus associé » (Parenteau, 2009, p. 4). Ce refus d'employer le terme d'« idéologie » l'invalide-t-il ou atteste-t-il de son utilisation ? Devant ce dilemme, comment détermine-t-on les « disjonctions idéologiques » inhérentes aux processus d'élaboration de sens ? Voirol (2008, p. 62) souligne justement l'actuelle absence de critères pour l'effectuer. A-t-elle dépouillé toute analyse de son « aiguillon critique », au point que nous ne savons plus distinguer « entre une posture de « fausseté » et d'illusion, d'une part, et une posture de vérité et de connaissance, d'autre part » (p. 64) ? Avons-nous été entraînés de la sorte à l'acceptation automatique du mode déclaratoire de la communication publicitaire des idées et de ce qui en découle ? Sous cet angle, on peut parler des limites de toute idéologie puisqu'elle est :

- Partiale, par son parti pris même (Parenteau, 2009, p. 14);
- Partielle, ne représentant qu'un point de vue parmi d'autres (Motoi, Farçaş et Woch, 2023), restreignant l'accès aux informations pertinentes et aux perspectives qui complexifieraient un choix éclairé.

Malgré ces limites ou pour cela, chaque vague du féminisme accuse la précédente de prescription idéologique qu'elle essaie de déconstruire : « pourquoi cela devrait-il fonctionner

6. Klemperer et Soljenitsyne ont dénoncé au péril de leur vie les idéologies nazies ou soviétiques imposées par la manipulation de masse et la terreur à des millions d'individus pour instaurer une fausse « société parfaite et juste ». Cette rupture entre le réel et l'illusion devait être acceptée par les gens sous peine de sanctions (Aubry & Turpin, 2012). À notre époque, Assange et Snowden ont révélé l'idéologie technocratique axée sur une surveillance généralisée qui découle de l'emprise numérique.

7. En 1928, Bernays, petit-fils de Freud, pionnier des relations publiques, légitimait sous le masque de la vertu de l'intégration la manipulation de masse ou l'usage de la propagande et faisait converger publicité et idéologie afin de dominer les esprits.

de cette façon ? » (Parenteau, 2009, p. 14-15). À qui cette prescription sert-elle sur le plan social et symbolique et comment le groupe qui la porte œuvre-t-il à son acceptabilité sociale ? D'où l'importance de saisir la direction du déploiement de ces idées afin d'évaluer si cette idéologie « est fidèle [ou non] à ce qui s'offre à la vue » (p. 15), aux faits, au vécu, au « réel tel qu'il se présente concrètement » (p. 11). Ce discernement la situerait-il dans son contexte d'émergence afin de lui accorder un sens ? Et si l'idéologie est « porteuse de sens » (p. 14), est-il pertinent de comprendre par soi-même pourquoi, comment et selon quels intérêts spécifiques ?

Une démarcation est ainsi créée par l'action critique entre le mouvement féministe, qui détient une capacité de transformation sociale de la place sociale des femmes, et la mouvance, démarche marginale d'un groupe minoritaire pour atteindre une sphère d'influence. Cette disjonction conceptuelle devient nécessaire pour appréhender comment la logique de chaque perspective peut ou non renforcer le mouvement comme un ensemble par son impact afin de le continuer historiquement, tout en invalidant comme « fictive » ou « fausse » une manière autre de lire le réel. Par exemple, les féministes radicales de la deuxième vague se posent en « sujets [qui savent agir] en leur nom pour leur émancipation » collective. L'idéologie qui la porte « s'inscrit dans un effort de justification [d'un certain] ordre établi » (Parenteau, 2009, p. 12) ou à établir. Cette vague se constitue comme mouvement en se situant en continuité avec la première vague, tout en combattant la mouvance marxiste à l'interne et la mouvance masculiniste à l'externe.

Solidarité des femmes en travail social

En entamant ce parcours réflexif, deux aspects s'imposent. Premièrement, à l'hiver 1977, lorsque le baccalauréat en travail social a été implanté à l'UQAT, il y avait beaucoup d'étudiantes inscrites et très peu d'étudiants. Pour cette raison et parce que c'était une profession mise de l'avant dans les années 1930 au Québec par Marie Gérin-Lajoie pour offrir un statut et du travail aux femmes « aidantes dans les institutions de charité catholique » (St-Amand, 2013) et les rendre ainsi visibles socialement, on n'utilisait au module de travail social que le genre féminin pour les désigner la partie étudiante (ce qui incluait aussi les hommes). C'était une « féminisation » qui était portée en commun par toutes les personnes s'y retrouvant. On reconnaissait que, si ces étudiantes n'avaient pas été des femmes, elles n'auraient pas eu des expériences caractéristiques et certains combats à mener afin de réaliser leur autonomie financière, endosser la double ou la triple tâche, tout en faisant face à des situations affectives parfois difficiles ou abusives. Devenir des féministes signifiait pour elles se donner et partager un outil d'émancipation. Elles choisissaient d'intervenir socialement pour améliorer avec d'autres femmes leurs propres conditions de vie et de travail. Pour cela, elles appréhendaient « les femmes » comme sujet collectif.

Deuxièmement, j'ai compris, au fil du temps, que toutes les femmes ne voulaient pas être féministes et que les étudiantes avaient une variété de besoins dont le premier était de vivre mieux, ce qui passait par une multitude de points de vue sur le sexe, le genre et la sexualité. D'où le défi qui était le mien de leur enseigner, dans plusieurs cours, l'intervention sociale féministe contextualisée régionalement en répondant à leurs attentes, pour qu'elles accompagnent à leur tour d'autres femmes dans la même optique. Celle-ci s'inscrivait dans la présence au module d'une proximité significative d'humain à humain en rapport à une vision commune du travail social définie par la solidarité. Notre perspective démocratique et coopérative était focalisée sur les savoirs (être, faire, dire) et sur le développement de l'appropriation du pouvoir d'agir (*empowerment*) de chaque personne par l'intervention sociale individuelle, de groupe et collective.

Trajectoire des représentations des femmes à partir du genre

L'idée de genre est un outil conceptuel créé en 1964 aux États-Unis par le psychiatre Robert Stoller, s'appuyant sur le constat de la « différence entre les sexes » de l'anthropologue Margaret Mead (1949) et des féministes américaines, telles Betty Friedan et Kate Millett, dès 1963. Cette représentation de la femme par le genre a rejoint le Québec vers les années 1970 et a facilité la conception de la séparation entre le « sexe » biologique (femelle, mâle) et le « genre » construit socialement (féminin, masculin), ce qui a mis en mouvement un questionnement de la structuration sociale. Dès lors, cette séparation est posée comme le fondement de l'analyse féministe structuraliste de la distribution du pouvoir entre les hommes et les femmes dans une société patriarcale qui octroie des statuts et des rôles sociaux selon un double standard de la division sexuelle. Cette idéologie a façonné, au nom des droits des femmes, la perspective radicale des luttes de la deuxième vague politisant l'égalité des femmes avec les hommes sur tous les plans, dont celui privé qui est aussi politique. Le concept de « genre » est devenu un outil critique, puis un outil normatif.

Dans le temps, cette logique développe un champ d'études en soi, d'où la création en 2006 du cours *Relations : sexes, genres et âges* que j'ai donné jusqu'en 2019. On avait ajouté à son titre la catégorie « âges », en sortant de l'analyse féministe habituelle, afin de complexifier sa portée. Son articulation se faisait autour des rapports sociaux de sexe (rapports sociaux entre les deux sexes) et de l'identité de genre. Devant une vaste majorité d'étudiantes, il s'agissait de valoriser leurs connaissances et perspectives jointes à leurs expériences, tout en accueillant leurs questions pour y réfléchir ensemble et les relier à des théories explicatives qui convoquaient différents cadres conceptuels, ce qui d'ailleurs n'était pas présenté par un savoir fixe ou absolu, puisque pour la plupart d'entre elles un genre ne fonctionnait pas en vase clos, mais en rapport avec un autre par de multiples dimensions. Cette réflexion résultait souvent dans une compréhension de ce rapport comme relationnel, ce qui faisait qu'on ne pouvait pas articuler et étudier l'un sans l'autre. Ce type de cours avait une couleur féministe qui situait l'idéologie radicale de la deuxième vague (1960-1990) dans le prolongement de l'idéologie libérale de la première vague (1850-1960) qui avait revendiqué la visibilité publique et la reconnaissance juridique des femmes jusqu'à l'obtention de leurs droits civiques (vote, éducation, travail, propriété) et de leur maîtrise de la procréation.

En travail social, ce cours a été conçu comme un espace de réflexion pour décortiquer des relations de sexe, de genre et d'âge afin d'intervenir socialement de manière significative AVEC et non POUR les personnes accompagnées. Plusieurs dimensions étaient étudiées : « la socialisation, le vieillissement, le double standard, la sexualité, la reproduction, le couple, l'identité sexuelle, la condition féminine et la condition masculine, les pratiques abusives, etc. »⁸. De ce fait, différentes perspectives étaient « abordées : multidisciplinaire, transculturelle, patriarcale, féministe, masculiniste, intersectionnaliste, etc. ». Il s'agissait « de regarder différents modèles d'altérité dont la sexualité, l'homosexualité, la transgenralité, l'intergénérationnalité, et de comprendre les enjeux qui s'y rattachent. Une vision plurielle, mais non relativiste était enseignée en tant qu'outil réflexif d'intervention sociale, puisque chacune pouvait situer sa logique en toute liberté de conscience et d'expression.

8. <https://www.uqat.ca/etudes/cours/?code=TSO1306>

Les femmes comme sujet collectif

Le choix théorique des féministes de la deuxième vague était de prendre en considération la disjonction entre sexe et genre afin d'établir par quels moyens ce dernier installait concrètement dans nos vies le double standard de la division sexuelle du travail et de la reproduction, ainsi que la distribution inégale des ressources et des rôles sociaux. De cette façon, le système sociopolitique patriarcal contrôlait par sa structure les femmes, car elles étaient des femmes. Cette oppression justifiait la représentation de toutes les femmes comme sujet collectif subordonné et leur émancipation afin qu'elles parviennent ensemble à la dignité, à l'égalité, à l'amélioration de leurs conditions de vie et de travail. Les droits des femmes sont ainsi acquis par la lutte pour l'accès à la contraception et à l'avortement, et contre les situations de domination sexuelle (sexisme, harcèlement sexuel, violence conjugale, agression sexuelle, pornographie, prostitution).

Néanmoins, à l'intérieur de cette idéologie élaborée à partir de la notion structurante de genre, d'autres catégories conceptuelles - la classe, l'orientation sexuelle, la race, la culture - pouvaient être priorisées par certaines féministes comme la visée centrale de leur combat politique. En ce sens, différentes mouvances internes se distinguent :

- Le matérialisme à dimension marxiste critiquait l'exploitation capitaliste de la force de travail des femmes et l'appropriation de leurs corps par les hommes à partir de rapports de classe (de sexe) ;
- Le lesbianisme concevait la lutte en termes d'orientation sexuelle et de droits sexuels égaux ;
- Des femmes d'origine africaine dénonçaient la violence rituelle (mutilations génitales, mariages précoces et forcés, etc.) et la racialisation du genre et de l'emploi ;
- Des femmes ayant une origine ethnique différente ne se reconnaissaient pas dans les valeurs de la culture occidentale portées par les féministes : binarité nature-culture, conflit entre culture et modernité, etc.

À partir de 2010, de plus en plus d'étudiantes refusent l'« étiquette » de féministe. Était-ce en raison du *backlash* ambiant (Goulet, 2011) ou des stéréotypes intériorisés ? Était-ce le conflit des générations qui s'était manifesté par une opposition idéologique ? Les filles de mères féministes contredisaient-elles la vision de celles-ci pour s'affirmer ? Leurs conditions de vie étaient-elles tellement plus satisfaisantes qu'il n'était plus nécessaire de les améliorer ? Ne reconnaissaient-elles plus des inégalités qui les motiveraient à agir ? Ces questions faisaient partie de nos discussions d'alors. Quoi qu'il en soit, on commence à me reprocher que le cours est trop féministe et « idéologiquement biaisé » !

Un phénomène inédit m'a alors sidéré : l'apparition d'étudiantes masculinistes, jusqu'à un tiers d'une classe. Elles défendaient des pères obligés de payer une pension alimentaire ou souhaitant obtenir la garde de leurs enfants à la suite de situations de violence conjugale. Elles mettaient en balance la violence de certaines femmes contre des hommes. Je comprenais que plusieurs de ces femmes étaient les deuxièmes conjointes de ces hommes et que cette pension mensuelle créait un trou dans le budget de la nouvelle famille. Elles luttait pour les droits de leurs conjoints ! Pour faire discerner leurs besoins de ceux de l'autre sexe, nous parlions de plus en plus de la différence entre l'approche pour l'accompagnement des hommes en travail social (Lindsay, Rondeau et Desgagnés, 2011) et la mouvance masculiniste (Palma, 2008; Blais et Dupuis-Déri, 2015)

de militants comme *Fathers 4 Justice*⁹. Leur antiféminisme promouvait le pouvoir des hommes sur les femmes : « le féminisme est pour les hommes synonyme d'une démarche inverse de *disempowerment*, c'est-à-dire de déconstruction du pouvoir masculin » (Allard, 2023, p. 3).

En région, une confrontation idéologique tacite a pris place entre des organismes féministes et des militants voulant mettre sur pied des services répondant aux besoins spécifiques des hommes. On s'oppose à la non-reconnaissance sociétale des acquis et des droits collectifs des femmes, en mobilisant le principe de non-mixité¹⁰ des services pour femmes, tout comme celui de « [non-] équivalence entre violence féminine et violence masculine » (Descarries, 2005, p. 144). Or, peu à peu, on finit par départager les idéologies des antiféministes et des travailleurs sociaux intervenant de manière complémentaire avec les organismes de femmes (Rondeau *et al.*, 2004). Des centres spécifiques pour hommes sont mis sur pied et les « collectives » de femmes préservent « l'autonomie politique et programmatique du mouvement » (Lamoureux, 2000, p. 138). Parallèlement, le nombre d'hommes féministes augmente et plusieurs choisissent d'étudier en travail social. On commence à parler des « étudiant-e-s ». Dans le cours, différents modèles de masculinité sont aussi avancés (traditionnelle, homosexuelle, rose, égalitariste¹¹).

Dans ce contexte, plusieurs contradictions apparaissent à l'intérieur de l'idéologie féministe radicale (Lamoureux, 2000). Le combat mené par les centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (CALACS) au nom du sujet collectif « femmes » de la deuxième vague contre la prostitution appréhendée comme « violence faite aux femmes » en est une bonne illustration. À l'opposé, les féministes libérales l'envisagent en tant que « travail du sexe » par le choix de chaque femme. La libération sexuelle est conçue de manière conflictuelle par ces deux camps idéologiques (Conseil du statut de la femme, 2012).

En 2014, la loi C-36 décriminalise la prostitution, mais criminalise les clients. Les structuralistes continuent de combattre l'exploitation sexuelle, la pornographie et l'hypersexualisation, car la violence sexuelle est une dimension centrale de leur action critique. D'ailleurs, on apprenait qu'une fille sur quatre se prostituait dans les rues de Québec, provenait des régions (Motoi, 2008)¹². Des étudiantes fondaient en 2012, par un projet en intervention collective, une branche abitibienne-témiscamiennne de la Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle (CLES) établie au Québec en 2005. Un guide d'intervention (Motoi & Dufour, 2011) mettait de l'avant la méthode conçue par des femmes prostituées pour se sortir de la prostitution¹³. Des ateliers sur l'appropriation de sa sexualité ont été ainsi offerts à la suite d'un dévoilement d'agression sexuelle. Annick Boissonneault, étudiante à Val-d'Or, établit en 2014 dans le cadre de sa recherche le portrait de la prostitution en Abitibi-Témiscamingue ainsi que des services à créer en fonction des besoins identifiés et crée le gîte *L'Autre porte* pour les femmes concernées. Des étudiantes autochtones dénoncent leur vécu collectif, fait de discriminations, de stérilisations forcées¹⁴ et de disparitions (Basile, Asselin et Thibault, 2017). Quelle confluence !

9. En 2005, vêtus en superhéros, ils bloquaient le pont Jacques-Cartier à Montréal pour se faire entendre. <https://www.ledevoir.com/societe/90776/coup-d-eclat-du-mouvement-fathers-4-justice-un-pere-en-colere-provoque-une-congestion-monstre>

10. « Le mouvement des femmes ne peut être composé que de femmes [...] [d'où] l'importance de n'être soumis à aucune organisation mixte extérieure » (Lamoureux, 2000, p. 138).

11. Des intervenants sociaux. <https://www.reiso.org/articles/themes/pratiques/2313-genre-et-masculinites-dans-le-travail-social>

12. Chiffre avancé par l'organisme Projet Intervention Prostitution Québec (PIPQ) en 2007.

13. Dans le sillage de l'étude entreprise en Abitibi (Motoi, 2008).

14. <https://www.journaldemontreal.com/2022/11/29/mettons-fin-a-la-sterilisation-imposee-des-femmes-des-premieres-nations-et-inuit> et <https://afn.ca/fr/droits-justice/femmes-et-filles-autochtones-disparues-et-assassinees/>

Le féminisme radical autonomiste, devenu hégémonique, est reconnu par le gouvernement et véhiculé par les médias. Ce féminisme d'État réalise aussi son institutionnalisation par le financement des organismes de femmes et de l'intervention contre la violence conjugale et sexuelle. L'État a pris le rôle d'expert de la représentation des femmes et de leur place dans la société à l'aide de deux outils pour l'égalité des sexes¹⁵ : *L'analyse comparative entre les sexes* (ACS, 1996) s'appuyant sur la sexospécificité des hommes et des femmes (p. 41) au Canada et *L'analyse différenciée des sexes* (ADS, 1997) au Québec.

Les femmes comme sujets individuels

Cette deuxième vague féministe est remise en question par des femmes qui veulent être entendues et refusent l'idée d'un seul grand récit, avancé de manière centralisée comme une pensée unique, qui expliquerait pour toutes les femmes, par exemple, tous les comportements de l'hypersexualisation strictement en termes de « violence faite aux femmes ». Circonscrire de grands récits ne doit pas dissimuler les nombreux petits récits des femmes. Autrement dit, de plus en plus d'étudiantes affirmaient qu'il existait des contradictions entre leurs récits et certains narratifs émanant des organismes de femmes où elles effectuaient leurs stages. Elles critiquaient la situation : « toujours les mêmes » qui imposaient leur vision sans consulter les autres, mais ne dénonçaient pas ce « manque de démocratie » pour ne pas faire du mal à la cause. À leurs yeux, les « anciennes » se voyaient souvent en tant que représentantes de toutes les femmes et les percevaient comme un bloc monolithique, ce qui stigmatisait celles dont le vécu ne correspondait pas au narratif normatif véhiculé. On contestait leur intention d'homogénéiser les besoins. Leurs expériences renvoyaient au féminisme postmoderne (Mensah, 2005; Oprea, 2009).

Quelle est la place des multiples petits récits des femmes dans la vision structuraliste du genre ? Sa logique collective était-elle encore nécessaire pour faire avancer les droits des femmes ou aurait-elle atteint à ce point son objectif d'égalité des sexes, qu'il ne restait plus qu'à la dépasser puisqu'elle avait perdu ainsi son utilité sociétale ? Dans le cours, ces deux questions étaient centrales à notre compréhension du féminisme et une divergence majeure est identifiée : le pouvoir par la classe, le genre, la race ou la sexualité ne produit pas une domination équivalente. Des disparités n'existaient pas seulement entre les femmes et les hommes, mais aussi entre les femmes, car une personne peut être dominée ou bien dominer à son tour, selon la situation. L'idéologie radicale prenait-elle en compte uniquement les privilèges et les inégalités, mais non les incapacités et les intérêts individuels ? Différentes générations ont-elles des objectifs distincts ?

Au début du XXI^e siècle, on reconnaît cette troisième vague (1990-2015) du féminisme qui déferle sur le Québec et son nouveau visage relativiste s'impose. De jeunes femmes valorisent une vision de la corporéité qui reprenait des notions de beauté et de féminité que les féministes radicales considéraient comme stéréotypées. Des décolletés apparaissaient en classe ! En outre, l'appropriation « positive » de leur sexualité et du plaisir intégrait souvent la pornographie, féministe ou non, et acceptait travail du sexe et hypersexualisation comme modes d'expression de soi. L'étiquette de prosex leur est accolée. Leur cyberféminisme situait de plus en plus la communication avec autrui dans les médias. Or, ces nouveaux ancrages n'étaient plus des divergences, mais une fragmentation qui bloquait toute affirmation politique centrale pour penser le féminisme en tant que mouvement social unitaire. Ne devait-on rien tenir pour acquis ni consolider des droits fondamentaux ? Mais selon qui ? Cela dépendait à qui l'on posait la question. La perte de repères communs, surtout dans le domaine des relations, était stridente pour plusieurs.

15. http://bv.cdeacf.ca/CF_PDF/2001_12_0054.pdf

La confrontation idéologique entre ces deux vagues du féminisme se manifeste à l'interne. À l'externe, on prône la pluralité des perspectives des femmes. Le mouvement *MoiAussi* arrive comme une bouffée d'air frais. En 2017, dans un dialogue bouillonnant en classe sur le sens de ce phénomène, la question principale de la classe s'articule ainsi : Quelle est la différence entre harcèlement sexuel et séduction ? Sortant de leur apathie, les étudiantes expriment des opinions tout en faisant la part des choses. L'intimité médiatisée et la pornographie font partie de leur environnement et leur servent de modèles ou de contre-modèles pour leur sexualité. Mais, la plupart ont des limites, dont celle du consentement. La distinction ou la confusion entre privé et public ont mise de l'avant et également le double standard médiatique des comportements sexuels. Ces dialogues sont-ils émancipateurs des femmes comme des hommes ?

Intersection des discriminations

Certaines féministes québécoises militent à partir des enjeux du féminisme noir américain et envisagent simultanément les expériences des femmes de l'inégalité et de la violence qui sont structurées « par de multiples systèmes de domination liés à la race, au genre, à la classe et à la nation » (Harper et Kurtzman, 2014, § 3). Ce qui permet de les entrecroiser et de prendre en compte leur intersection pour en faire une analyse qui commence par ses propres privilèges, ses avantages en fonction de l'identité ou du statut (Harper, 2012; Pullen-Sansfaçon, 2012).

Le concept d'intersection n'est pas nouveau comme outil pour agir sur les rapports de force. Par exemple, en Ontario, dès 1981, Proulx articulait déjà, dans le langage de l'époque, une double « infériorité » des femmes franco-ontariennes comme « femmes » et comme « francophones ». L'idéologie multiculturaliste hégémonique s'axait sur l'égalité des minorités et de leurs discriminations. La population franco-ontarienne était appréhendée comme une minorité parmi d'autres malgré leurs droits historiques. Vers 1995, on convenait aussi de la triple « infériorité » de nouvelles arrivantes, en tant que femmes, francophones et immigrantes. C'était une marque d'hétérogénéité (« diversité » de ce temps-là) qu'on ajoutait à une représentation différente des Franco-ontariennes comme « femmes francophones » (Grimard, 2004), ce qui rehaussait leur nombre et leur importance. Cette stratégie politique de regroupement a donné de l'ampleur à leurs luttes. Le gouvernement ne pouvait plus invoquer l'absence de « masse critique » des francophones pour refuser d'offrir des services en français. Cela a facilité la mise en place de services rassemblés dans leur langue, car les services sociaux de l'époque étaient centrés seulement sur un type de besoin, de sorte que l'agression sexuelle était, par exemple, traitée séparément de la violence conjugale (Motoi, 1994).

Dans les cours, peu d'étudiantes concevaient le genre par l'intersectionnalité. La plupart refusaient de se laisser porter par ce relativisme postmoderne peu rassembleur, considéré excessif et elles voulaient surtout préserver la centralité du mouvement féministe par une logique structuraliste des discriminations. La tension s'amplifie entre la deuxième vague du féminisme qui conçoit « les femmes comme sujet collectif » et la troisième vague qui comprend les « femmes comme sujets individuels ». Malgré cela, les deux tiennent les droits obtenus en tant que femmes pour acquis. Est-ce le point d'équilibre entre la collectivisation des luttes et la subjectivation des besoins et des perspectives ? En travail social, on adopte de plus en plus une approche psychologisante et l'on fait de l'évaluation biopsychosociale des « clients ». L'enseignement privilégie alors l'intervention individuelle plutôt que collective et la défense des droits.

Inversion du rapport social entre majorité et minorité sexuelles

Le discours postmoderne de la troisième vague du féminisme a déconstruit par son subjectivisme l'idéologie de la deuxième vague, établie par ses réalisations collectives comme l'intégrateur symbolique des pratiques d'intervention. Ce processus historique a ouvert la porte à de nouvelles postures idéologiques sous la forme d'une quatrième vague. D'autre part, la mouvance *queer*¹⁶ a fait éclater la notion de genre, définie de manière binaire (féminin/masculin) par le féminisme radical et a positionné politiquement sa diversité et sa fluidité. À partir de cet horizon, plusieurs personnes provenant des minorités sexuelles remettent aussi en cause les concepts de sexe biologique (femelle/mâle) et d'hétérosexualité en tant que constructions sociales imposant le contrôle social par leur usage majoritaire.

L'identité « femme », en tant que « référent unique et monolithique » (Nengeh Mensah, 2005, p. 14), avait été révoquée par la troisième vague comme un essentialisme universaliste obligatoire. Celui-ci ne correspondait plus à la nouvelle vision diversitaire des identités de genre qui sont multipliées et représentées par l'acronyme LGBTQ+¹⁷. Or, les étudiantes et les étudiants¹⁸ avaient également une diversité de perspectives sur ce sujet, qui peut facilement tourner en affrontement idéologique en classe entre celles et ceux qui défendent la théorie sociale critique de genre et plusieurs qui ne peuvent pas se reconnaître dans ces nouvelles définitions fluides des concepts de genre, sexe et sexualité. Le vécu et l'expérience ne sont pas toujours pareils !

Au Québec, jusque dans les années 1980, le féminisme radical était proche du mouvement homosexuel composé surtout d'hommes. Selon Lamoureux (1988), beaucoup de lesbiennes se retrouvaient à l'avant du mouvement féministe, où elles avaient plus de visibilité en tant que femmes. Il ne s'agissait pas seulement d'orientation sexuelle, mais notamment de différents buts de la réflexion politique en vue d'une action critique. Ainsi, dans ce mouvement, plusieurs points de vue se sont côtoyés, se contredisant au point de se séparer, comme la perspective radicale lesbienne de la perspective radicale de la deuxième vague. En passant de la demande étatique de « tolérance » à celle d'« acceptation » et ensuite, à celle d'« inclusion », des droits ont été gagnés, les différentes orientations sexuelles font partie de la normalité et le genre est devenu un outil normatif de gestion étatique.

Or, ce néoféminisme disqualifie la binarité du genre, mais également le rapport socioculturel entre majorité hétérosexuelle et minorités sexuelles. Dans un cadre de référence populationnel, la majorité des femmes ayant différentes orientations sexuelles est une prévalence statistique (51 %) soutenue par une immuabilité biologique. Ce rapport socioculturel entre majorité et minorités pourrait-il être inversé de manière unilatérale pour que les minorités puissent agir en tant que majorité par la force des pronoms spécifiques ou des concepts (discrimination, hétéronormativité, transphobie, cisgenre, etc.) ? Serait-ce suffisant pour outrepasser la prépondérance de la réalité biologique des femmes ? Doit-on cheminer sans débat social d'une intersection des discriminations à l'inclusion d'une inversion de ce rapport socioculturel ? Par ailleurs, les enjeux des différentes minorités sexuelles sont-ils les mêmes ?

La posture de cette idéologie diversitariste conduit-elle à annuler la libre expression et le droit de penser par soi-même en toute liberté de conscience, menant à ne plus questionner pour comprendre cette conception de la diversité ? Cela désavoue-t-il ce que d'autres vivent, leur droit

16. Le terme péjoratif *queer* signifiait « étrange ». Il est réhabilité théoriquement par Butler (1990).

17. Personnes lesbiennes, gaies, bisexuelles, transgenres, queers, intersexuées – « qui représente 4% de la population canadienne de 15 ans et plus ». <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/12-581-x/2022001/sec6-fra.htm>

18. On commence à utiliser l'écriture inclusive (Office québécois de la langue française) à l'université.

à la résistance tacite ou explicite ? Alors, les premières personnes à faire taire¹⁹ sont encore celles qui ne s'identifient pas à une orientation sexuelle majoritaire, voulant prendre en considération leur expérience différente du genre. Cacher cela par la censure, convertirait-il automatiquement les minorités sexuelles en un ensemble homogène ? Doit-on imposer par des rapports de force une perspective unique de la diversité²⁰ ? Est-ce cette incohérence logique qui est la partie la plus spectaculaire de cette idéologie ?

Les femmes « biologiques » sans droits

La binarité biologique des sexes est remise en question. Peut-elle être annulée à partir de la déconstruction de l'identité de genre par une explication du système sociétal en tant que quadruple oppression patriarcat-capitalisme-racisme-hétérosexisme ? D'ailleurs, paradoxalement, c'est ce seul type de société, qui a pris en compte, par sa logique universaliste, les dénonciations des féministes de la deuxième vague et des personnes LGBTQ2s+ en obtenant des droits pour les femmes et les minorités sexuelles, inclus dans les chartes et les lois, pour que, par la suite, ses valeurs d'égalité et d'ouverture soient retournées contre ce même système.

Ce retournement crée de la confusion entre « sexe » et « genre » et a trop souvent l'effet contraire à celui recherché : la confusion divise et dérange²¹ dans leur identité plusieurs étudiantes et étudiants et collègues. Des analystes (Fassin, 2009 ; Pluckrose et Lindsay, 2020 ; Jean, 2021 ; Sirois, 2021 ; Durocher, 2024) constatent que, sous le masque de la justice sociale, une nouvelle logique moralisatrice désavoue, comme autrefois, des genres, des sexes et une orientation sexuelle, l'hétérosexualité. Cette logique hétérophobe est l'opposé de l'inclusion et porte ses propres contradictions. La critique anti-systémique n'est pas récente, mais elle n'a jamais attaqué la sexualité de la majorité des gens. On dénonçait plutôt le patriarcat et la misogynie, le *male gaze*²², les manières de faire sexuellement et non pas les manières d'être vivant. Cependant, annuler la binarité des sexes est biologiquement impossible²³, car le sexe n'est pas assigné à la naissance, mais constaté selon les chromosomes, les gamètes et les organes génitaux. C'est une réalité immuable et universelle nécessaire pour l'existence des humains et la pérennité de l'humanité. Malgré cela, son invalidation socioculturelle invisibilise les femmes dans l'espace public et affaiblit leurs droits gagnés historiquement. L'absence du terme « femme » pour parler de ce qui leur est caractéristique les insulte en les réduisant à nouveau, comme le patriarcat le faisait, à un « corps utile » : « personne ayant un utérus »²⁴ ou « un trou avant »²⁵. On retrouve ainsi la phobie des femmes et du sexisme ordinaire dénoncés depuis longtemps. Ces femmes biologiques ont-elles une âme ?²⁶ Foucault (1970) aurait parlé de minorisation et de répression des femmes. Est-ce ce type d'inclusion que le néoféminisme promet comme « progrès » ?

La tension en classe devient palpable entre deux féministes structuralistes et trois diversitaires, le reste des personnes présentes étant affairés devant leurs écrans. Sont-elles indifférentes ?

19. <https://pivot.quebec/2023/01/11/des-manifestantes-interrompent-une-conference-jugee-anti-trans/> et <https://www.ledevoir.com/societe/777261/societe-des-manifestants-veulent-defier-la-venue-d-un-conferencier-juge-transphobe>

20. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1049300/intimidation-communaute-lgbt-sondage-fondation-jasmin-roy-ontario-2017>

21. <https://www.gris.ca/montee-de-lintolerance-dans-les-ecoles-le-gris-montreal-et-la-fcpq-lancent-un-appel-a-laction/> et <https://www.ledevoir.com/monde/europe/868222/definition-legale-femme-repose-sexe-biologique-tranche-cour-supreme-britannique>

22. Le regard masculin omniprésent. <https://www.tilt.fr/articles/le-male-gaze-cest-quoi-texplique-tout-definition-et-enjeux>

23. https://plus.lapresse.ca/screens/56d65303-302e-4984-aeb8-7b1fa1795773_7C0.htmlutm_content=twitter&utm_source=lpp&utm_medium=referral&utm_campaign=internal+share

24. <https://www.ledevoir.com/opinion/idees/809284/idees-motion-lourde-consequences>

25. <https://cancer.ca/fr/cancer-information/find-cancer-early/screening-in-2slgbtqi-communities/trans-man-or-nonbinary-person-assigned-female-at-birth-do-i-need-cervical-cancer-screening>

26. Reformulation de la question chrétienne du VI^e siècle. <https://www.guichetdusavoir.org/question/voir/57257>

Lorsqu'on demande aux autres étudiantes de jeter un coup d'œil critique sur la diversité des points de vue, l'autocensure s'installe et elles refusent de s'exprimer librement afin d'éviter de vivre de l'agressivité. La police des mœurs est à nouveau là ! Pourtant, parmi ces individus silencieux, certains affirment leur incrédulité et leur mal-être lors de rencontres avec moi et disent se sentir exclus de la société, en tant que femmes ou hommes, indépendamment de la race, de l'orientation sexuelle ou du genre affiché. Des étudiantes et des étudiants ains que quelques collègues trouvent que c'est dangereux pour leur carrière d'en parler et d'approfondir la réflexion, mais aussi de poser cette question. Ces individus chuchotent derrière des portes closes !

Lorsqu'on cherche à imposer son récit idéologique à un autre récit en l'annulant, on contredit la liberté académique et on abolit la mission formatrice de l'université qu'on remplace par de l'endoctrinement. Cette persuasion obligée vise l'intoxication dogmatique des personnes jusqu'à leur éventuel conformisme doctrinal, tout en sachant que comprendre n'apporte pas un accord automatique. On retrouve avec effroi la logique totalitariste qu'Orwell a étayée dans son livre 1984. Le terme de subversion idéologique a été aussi utilisé lorsqu'une stratégie de déstabilisation²⁷ de la population est implémentée à travers un processus à quatre phases : démoralisation, crise, renversement, normalisation. D'où l'importance, situés comme nous sommes entre autonomie individuelle et contrôle social, de concevoir comment « prendre possession de la réalité » en conférant un caractère actif à notre pensée et à sa portée sociocognitive sur nos vies.

Dès 2010, des étudiantes s'accordaient à dire que certains centres d'hébergement pour femmes subissaient une pression masculiniste afin d'accueillir des hommes ayant éprouvé la violence sexuelle ou conjugale. Par la suite, cette pression a continué par les demandes des hommes « déclarés » femmes transgenres. Dans ces lieux de refuge conçus pour protéger des femmes ayant vécu de la violence, plusieurs se sentaient viscéralement menacées par cette proximité. Celles-ci pensaient que leur sécurité et l'interaction confidentielle entre femmes ayant vécu des expériences similaires étaient en jeu. Qui plus est, cela remettait en cause ce pour quoi ces organismes existaient : défendre les droits des femmes conquis historiquement *en fonction de leur sexe*, en tant que femmes. Ce possible empiètement des principes de non-mixité et de non-équivalence entre violence féminine et violence masculine a été suivi par la création de centres pour les personnes transgenres, sauf dans les prisons²⁸.

Les femmes non biologiques sont des femmes trans, elles ont leur place dans la société et ont droit au respect. Les distinguer des femmes biologiques ne veut pas dire qu'elles valent moins. Elles ont leur propre identité et sont protégées par la Charte canadienne des droits et libertés (1982)²⁹ et la Charte des droits et libertés de la personne (1975) du Québec. Mais, cela ne justifie nullement l'effacement de l'expérience spécifique ou de l'identité biologique d'une femme, d'une mère lorsque des dimensions existentielles, psychologiques et symboliques convergent dans la diversité des manières d'être femme. Les demandes de reconnaissance de certaines identités ne doivent pas s'appuyer sur la négation des autres identités minoritaires ou majoritaires. Sinon, on reprend la stratégie de persuasion par annulation qu'on dénonce : dissimuler les individus qui ne conçoivent pas « ce qui est » de la même façon que nous et en faire des ennemis publics. Or, les accusations d'essentialisme et de transphobie ne suffisent plus pour faire taire deux organisations

27. KGB qui a essayé de l'implémenter dans les sociétés occidentales. <https://www.youtube.com/watch?v=fomgasHJJm0>

28. <https://www.lapresse.ca/actualites/justice-et-faits-divers/2023-02-26/crimes-violents-et-sexuels/quelle-prison-pour-les-detenu-es-trans.php> et <https://www.lapresse.ca/actualites/2022-10-01/transgenres-emprisonnees-avec-des-femmes/cohabitation-controversee.php>

29. <https://www.justice.gc.ca/fra/sjc-csj/dlc-rfc/ccdl-ccrf/>

féministes, *Pour les droits des femmes du Québec*³⁰ et *Réseau féministe québécois*³¹, qui reprennent les revendications de la deuxième vague.

Le mouvement féministe a été dominé par la figure de la « femme féministe » dans son rapport émancipateur aux hommes et au système sociétal. Assiste-t-on à son effacement socioculturel ? L'idéologie diversitaire, construite sur les bases des trois premières vagues du féminisme, subit-elle actuellement le test de la réalité, puisque les concepts utilisés ne permettent ni sa critique ni sa contextualisation ? Cela mènera-t-il à l'éclatement de la conscience d'être femme ou à l'articulation éclairée des limites à ne pas dépasser, car au-delà de celles-ci, elle ne sera pas considérée comme ce qu'elle est, une femme biologique ? Considérant ses conséquences sur les femmes, ce néoféminisme anti-femme est-il encore du féminisme ? A-t-il besoin d'être dépassé comme un stade historique, tout en comprenant les raisons de son existence et aussi ses divergences internes et externes ? Ce qui divise peut-il être approfondi en toute liberté académique lors d'un dialogue authentique soutenu dans un cours concernant les sexes, les genres et les âges ?

La pluralité des configurations du mouvement féministe

Les luttes historiques du féminisme se déroulent de vague en vague et de contradiction en contradiction. La première vague, libérale, concernait la place occupée par la femme dans la société à réformer pour obtenir des droits civiques. La deuxième vague, structuraliste, visait l'émancipation des femmes comme sujet collectif, par leur combat radical contre l'oppression du système patriarcal à transformer par l'égalité des sexes. La distinction entre sexe acquis biologiquement et genre construit socialement a engendré une critique de la structure sociale imposant une division sexuée du travail et aussi du « privé qui est politique ». Au-delà de la divergence de leurs perspectives sur le changement social à opérer, les gains de cette émancipation universaliste et essentialiste pour toutes les femmes découlant ces deux vagues perdurent et définissent la démocratie occidentale : intégration publique et économique dans l'espace public, égalité juridique dans l'exercice des droits (éducation, travail, mariage, contraception et avortement, orientation sexuelle, violence conjugale et sexuelle), représentation politique.

La troisième vague, postmoderne, dénonce la centralité de ce féminisme qui n'entendait pas la pluralité des voix individuelles des femmes. Cela a amené la reconnaissance de chacune comme un sujet souverain qui a sa propre subjectivité à préserver pour vivre pleinement son expérience singulière de femme. S'ensuit la déconstruction de la catégorie « femmes » comme référent essentialiste. Le conflit avec les féministes de la deuxième vague qui luttent pour la centralité du mouvement se transforme en polarisation entre collectif et individuel, entre structuralisme et subjectivisme, ce qui positionne selon deux points de vue (*standpoints*) opposés le regard porté sur la prostitution, la pornographie et l'hypersexualisation.

De nos jours, une quatrième vague se présente comme un développement progressiste du féminisme qui lutte pour l'affirmation des minorités sexuelles dans l'espace public, ce qui n'est pas nouveau. Pour cela, celles-ci sont représentées en sujet collectif désigné par l'acronyme LGBTQ2s+. Par cette stratégie similaire à celle du féminisme structuraliste et celle de la déconstruction de la vague précédente, cette idéologie néoféministe fragmente radicalement le concept de genre, tout en annulant théoriquement le sexe biologique afin d'inclure les femmes trans non-biologiques.

30. <https://site.pdfquebec.org/fr/boite-a-outils-genre>

31. https://reseau-feministe-quebécois-org.s1.yapla.com/fr/notre_mission

D'où le clivage entre la définition universaliste de la diversité des trois premières vagues et celle restreinte de la quatrième, qui vise seulement les identités de genre minoritaires ciblées en fonction de leur vulnérabilité³². De ce fait, deux contradictions sont véhiculées entre sexe biologique et non-biologique ainsi qu'entre universalisme et particularisme.

Ce modèle d'analyse du féminisme par vagues cherche à comprendre à partir de quelles luttes idéologiques se réalise à différentes époques la réappropriation par les femmes de leurs droits, ce qui reflète un travail conflictuel souterrain de longue durée. Or, toute idée radicale qui s'éloigne de l'idéologie prépondérante peut être vue comme une déviation idéologique qu'on tolère et que l'on assimile éventuellement ou qu'on invalide pour mieux la rejeter avant qu'elle ne devienne subversive. Par contre, « la coexistence sans intégration véritable de différentes formes d'action collective » (Touraine, 1974, p. 218) peut cheminer jusqu'à une polarisation extrême qui peut amener un clivage en termes de camps idéologiques. Ce processus historique positionne la radicalité en tant que pivot du développement du féminisme qui avance dialectiquement de contradiction en contradiction : deuxième vague radicale, lesbianisme radical, déconstruction radicale du genre, etc. En ce sens, l'opinion contraire et la pluralité des points de vue sont proscrites. La diversité des identités sexuelles ne fait alors pas face à la diversité des perspectives.

Ces vagues féministes se déroulent l'une par rapport aux autres avec toutes les nuances que cela implique ; chacune peut être comprise séparément ou en réaction à la précédente et à la suivante, engageant leur complémentarité et leur rapport dialectique. D'ailleurs, les logiques de chacune perdurent en même temps à partir de la transversalité des concepts de sexe et de genre, tant qu'ils existent. Dans ce sens, on peut parler autant de leur pluralité que de leur blocage idéologique réciproque. Ce qui peut être aussi dépassé par l'analyse d'ensemble des quatre vagues afin de les penser critiqueusement dans un même processus historique qui se met en mouvement et qui contextualise la signification de sa continuité au-delà des gains de chaque perspective, franchissant ainsi leurs limites partiales et partielles.

Comment enseigner ces différentes configurations du féminisme et faire face aux positionnements multiples des étudiantes et des étudiants ? D'autant plus que, dans un milieu universitaire, chaque personne est conviée à penser par soi-même en toute liberté académique. Une réflexion partielle, axée sur une seule vague ou perspective, leur donnerait-elle une vision globale critique pour intervenir socialement auprès de gens ayant une pluralité de points de vue ? Dans ce sens, plutôt que d'imposer un contenu unique, j'encourageais les étudiantes à réfléchir par soi-même pour préserver la subjectivité, tout en essayant de construire un sens commun pas forcément consensuel, mais référentiel pour déterminer une logique d'ensemble, la plus complexe possible. Il était donc nécessaire de prendre en compte la pluralité des points de vue et la notion de « rapport direct au savoir » (Motoi et Daniel, 2020, p. 93). Pour chaque thème abordé, un travail en équipe circonscrivait trois ou quatre perspectives³³ à partir de quelques textes de référence et rédigeaient une synthèse. Pour clore ce processus réflexif, le groupe-classe répondait à la question : doit-on politiser l'identité de genre et en faire une pratique sociopolitique ? Pourquoi ?

32. <https://edi.uqam.ca/lexique/equite-diversite-inclusion/>

33. Par exemple, sur la garde des enfants, on pouvait retrouver à une certaine époque : la perspective féministe radicale, la perspective des droits des pères, la perspective des droits des enfants et la perspective légale.

Au nom des droits des femmes

À partir de la Conférence mondiale sur les femmes tenue à Beijing en 1995³⁴, un programme fondé sur la perspective de genre a été mis en vigueur par les gouvernements libéraux, ce qui ouvrait la porte à une reconnaissance des groupes de femmes, mais aussi à leur institutionnalisation comme organismes. Cet emploi de la notion de « genre » permettait de se référer aux deux sexes sans s'interroger sur les rapports sociaux entre eux. En même temps, on faisait avancer une professionnalisation du militantisme et du travail social tandis que des expertes et des carrières axées sur le thème du genre faisaient leur apparition. La cooptation de l'organisation du travail social par la gestion managériale (Vandeveldt-Rougale, 2017 ; Chouinard, 2024) renforcée par la reddition obsessionnelle de comptes qui favorise une inflation bureaucratique. Les gestionnaires imposent comme nouvelle régulation les droits des femmes en tant que majorité, puis les femmes en tant que groupe désigné dans les politiques de la diversité.

Le féminisme néolibéral

Les droits des femmes sont mobilisés par l'État néolibéral pour des objectifs qui ne sont pas toujours les leurs, dont le productivisme et l'efficacité³⁵. On passe alors du féminisme outil réflexif au féminisme outil technocratique qui mesure les désavantages cumulatifs et les quantifie statistiquement, les changeant en représentations administratives apolitiques. « L'emphase mise sur les données macrosociales et chiffrées [se réalise] au détriment des données locales et qualitatives, ainsi que [par] l'absence d'engagement des chercheurs et chercheuses sur la place publique » (Diaz & Godrie, 2020). Au cœur de la globalisation, l'égalité et la « diversité des genres » deviennent l'emblème de la démocratie occidentale placée comme « démocratie sexuelle » (Fassin, 2009). Ce clivage entre l'Occident, promoteur de ces valeurs, et les pays homophobes et transphobes facilite l'appropriation postnationale de ressources des pays les moins aptes à les défendre (Collins, 2016 ; Deneault, 2008). Fait-on de cette instrumentalisation des femmes un « gadget » de marketing qu'on manœuvre comme un masque de la vertu pour vassaliser des pays-nations ? On se souvient encore des « récits d'émancipation » qui ont justifié militairement la « libération » des femmes en Afghanistan pour mieux les abandonner. Dénonce-t-on la violence sexuelle des femmes utilisée au Congo comme arme de désintégration sociale pour tuer toute contestation et accaparer des gisements de cobalt afin de faire fonctionner nos cellulaires (Lebrun, 2024, 309-320) ? Devant ce spectacle en direct et en continu, que dire de notre voyeurisme décrépit ?

L'invocation néolibérale du néoféminisme vend-elle ce qu'elle promet ? Pourtant, des slogans publicitaires³⁶ martelant à première vue des valeurs positives – de comment se comporter et désirer – qui standardisent la manière des jeunes femmes de concevoir leurs besoins : « *girl power* » et « se faire plaisir avant tout », « parce que je le vauds bien » et « investis dans une fille et elle fera le reste ». De plus, à l'aide des mots « féministe » et « égalité », « genre » et « inclusion », « autonomie » et « *empowerment* » (*agency*) utilise-t-on des femmes comme des symboles géopolitiques pour afficher une influence économique sur un territoire géographique ou médiatique donné ? Ces formules sorties de leur contexte sont devenues les nouveaux stéréotypes de notre langage quotidien provoquant une inondation par la quantité qui a lieu à une vitesse et à une cadence qui sont beaucoup trop rapides pour permettre une réflexion des étudiantes et des

34. <https://press.un.org/en/1995/19951208.ga9030.html>

35. <https://www.sciencespo.fr/gender-studies/fr/actualites/vers-un-feminisme-neoliberal-d-etat-administratif>

36. https://cdn.opc.gouv.qc.ca/media/documents/parent/OPC_PARENTS_strategies_publicitaires.pdf

étudiants sur « leurs » besoins visionnés sur les écrans. Assistons-nous tout simplement à notre endoctrinement avalé tout rond sans analyse critique, sans débats que nous n'avons plus l'habitude de faire? Mais, regardons plus loin les conséquences de ces promesses. Cet « effet fille » garantira-t-il son ascension sociale et mettra-t-il fin à sa pauvreté, et à son désarroi devant ses conditions de vie et de travail? Ou plutôt, dégradera-t-il sa culture d'origine et son environnement, l'enchaînera-t-il à son travail.

La communication de masse technocratique s'est ainsi approprié les récits féministes postmodernes de la « croissance personnelle » ou de la « réussite individuelle » et en a fait le passage obligé pour l'émancipation performative de la femme. Mais dans ce contexte, celle-ci devient-elle surtout le moteur de leur double ou triple tâche mutée en surtâche et travail à la chaîne? Pas de temps pour maman, elle est une « super femme » ou une « mère indigne »³⁷. La femme se transforme en capital humain mobile, personne-ressource de la globalisation qui favoriserait son affirmation. Les étudiantes adoptent de plus en plus le style de vie promu par ce féminisme néolibéral : anonymisées et atomisées devant leurs écrans, mais convaincues que le succès leur appartient (Gill & Orgad, 2016). Or, plusieurs refusent cette pensée unique et font valoir par leurs recherches l'importance d'une pensée non promotionnelle critique et complexe : conséquences du modèle pornographique sur le consentement sexuel, sortie des femmes autochtones de l'exploitation sexuelle, double souffrance des préposées des centres hospitaliers des soins de longue durée, etc. (Labbé, 2022).

L'université néolibérale et néoféministe

Peut-on qualifier l'université néolibérale d'émancipatrice ou de progressiste? Si à une certaine époque, celle-ci invoquait l'égalité des sexes et les droits des femmes, on leur a ensuite substitué les droits de la diversité pour les intégrer parmi d'autres groupes désignés³⁸ comme une identité parmi d'autres. Leur invisibilisation représentative et linguistique résonne fortement, tout comme l'absence de diversité des perspectives nécessaires à la conversation démocratique universitaire. A-t-on troqué les démarches féministes visant à améliorer les conditions de vie et de travail des femmes pour l'objet *empowerment*, panacée consacrée par un rituel de consommation de produits identitaires et technologiques? Beaucoup d'étudiantes reconnaissent l'industrialisation de leurs conditions d'étude et l'intimidation gestionnaire pour accepter la cadence, la surtâche et leur distanciation sociale par numérisation aveugle. Les inciter à se libérer par les études pour occuper des emplois d'exécutantes à faibles salaires et bénéfiques, pendant que les profits des employeurs augmentent, tout en devant gérer leurs familles et leurs vies comme des entreprises, est-ce le nouveau sens donné à l'égalité? Selon l'idéologie dominante, elles portent seules la responsabilité de leurs réussites, mais aussi de leurs difficultés. L'accent mis sur les solutions individuelles dissimule-t-il les problèmes collectifs et les rapports de pouvoir en vigueur?

Les promesses néolibérales de cette idéologie économiste dominante, produisent-elles confiance en soi, succès, épanouissement professionnel et personnel? La contradiction insupportable entre les discours promotionnels et les faits fera quitter à plus d'une personne son stage ou son emploi en santé, en services sociaux ou en éducation. Pour faire face au stress de cette incohérence, on apprend aux femmes comment exercer une pensée « positive » tout en passant

37. <https://mediafilm.ca/films/2016/meres-indignes>

38. <https://univcan.ca/fr/publication/equite-diversite-et-inclusion-dans-les-universites-canadiennes-rapport-sur-le-sondage-de-2019/>

sous silence les causes de ce stress continu et de la détresse qui s'en suit par la peur atroce d'être impuissante au point de se sentir déshumanisée (Labbe, 2022).

Ce modèle de « femme émancipée » est véhiculé de manière prescriptive par l'université, muée en entreprise. Les femmes sont-elles des figurantes dans un plan quinquennal où tout est décidé à l'avance par des consultations bidon sans conversation démocratique ou collégiale, d'où manque la pluralité des perspectives ? Les notions de « droits » et d'« émancipation » sont-elles tacitement refondues dans celles d'« hyper-connectivité », de « télétravail » et de « droit à la déconnexion », d'« attractivité commerciale » ? La conception de l'équilibre travail-famille est-elle remplacée par celles d'opportunité, d'indicateurs de coûts et de bénéfices, de pourcentage de réussite ? Les droits des femmes sont-ils mobilisés ainsi pour ou contre leurs acquis ? Mais on ne répondra pas aux questions par des contre-arguments, on les délégitimiserait tout simplement. Cette approche technocratique offre le cadeau de l'accélération et de l'efficacité, « des heures supplémentaires obligatoires » afin de devenir des « femmes-machines » endurantes qui prendront en charge leur destinée productive. L'université postmoderne se pose-t-elle comme l'exemple de cet ordre social inversé qui suscite des divisions encore plus profondes que celles existantes ?

Conclusion

Au cours des dernières décennies, le cheminement du féminisme à l'université est porté tant par des membres du personnel que les étudiantes et les étudiants qui vivent sa transformation conceptuelle. Ses territoires sont redessinés par une constante reconfiguration idéologique de l'action critique. Chaque vague commence à se positionner comme une faction à l'intérieur de la vague précédente qu'elle affronte pour prendre de l'ampleur et s'imposer de la sorte comme la suivante. Il s'agit d'édifier un camp idéologique justifiant l'exclusion de l'autre camp pour qu'il s'affaiblisse et disparaisse. Ce tracé est pavé de bonnes intentions, dont les contradictions principales se situent entre :

- Le réformisme (première vague) visant à obtenir les droits de femmes par voie légale et le radicalisme (deuxième vague) qui lutte pour une rupture radicale avec l'oppression du régime patriarcal.
- Le collectivisme (deuxième vague structuraliste) positionnant les femmes comme sujet collectif et le subjectivisme (troisième vague postmoderne) qui affirme l'individualité de chaque femme.
- L'universalisme (toutes les femmes et chacune) et l'essentialisme (l'identité femme biologique) des trois premières vagues, attaqués par un particularisme qui renie le sexe « femelle » en le remplaçant par la diversité de genres et sa fluidité (quatrième vague).
- Le relativisme du genre (quatrième vague) et la réappropriation actuelle de l'essentialisme du sexe centrée sur la défense radicale des droits acquis des femmes biologiques (deuxième vague).

Ces représentations opposées amènent des affrontements qui traversent et débordent l'université. D'où l'importance d'appréhender, comme Carniol (1984), la perspective de chaque vague féministe en tant qu'idéologie afin de faire ressortir les concepts et les arguments qui soutiennent ces confrontations. Les situer historiquement pour comprendre leur déchirement actuel et retrouver le sens de leurs proportions. A-t-on assisté à la continuité conceptuelle d'un mouvement social basée sur sa capacité de transformation d'une vague dans l'autre ou à une

variété de mouvances positionnant leurs contradictions jusqu'à leur point de rupture ? Le rôle de l'enseignement en travail social est la recherche de cette connaissance, avec les étudiantes et les étudiants, en respectant leur vécu et la liberté d'expression de leur pensée et des personnes qu'elles et ils vont accompagner - mais aussi avec la rigueur et le débat scientifiques. Dans ce sens, toute conception du rapport au genre a besoin d'être examinée critiquement en la croisant avec d'autres perspectives pour comprendre les conditions sociocognitives de transformation de chacune.

Devant la récupération étatique néolibérale, les femmes, en tant que sujets de l'histoire, doivent-elles se réapproprier collectivement les notions de sexe et de genre et se battre une fois de plus comme dans les années 1960-1970 pour leurs droits d'exister dans l'espace public, autant contre l'extrémisme de la droite ultraproductiviste que contre l'extrémisme de la gauche diversitaire ? Poursuivons-nous la réflexion féministe essentialiste et universaliste pour combattre les idéologies qui rendent les femmes invisibles et invalident les droits des femmes obtenus historiquement par les féministes pour des femmes biologiques, tout en accueillant les droits des gens de la diversité sexuelle, qui à leur tour admettraient l'identité biologique des femmes ?

Pouvons-nous nous extraire de la fausse polarité prescrite par les médias entre la majorité des femmes et les minorités sexuelles, ce qui divise pour faire régner le dogme néolibéral actuel. Ce récit de la diversité et de la fluidité des identités de genre nous fait-il détourner nos regards des buts globalistes qui nous stimulent à passer de l'autonomie à l'automatisation ? Le fil conducteur du féminisme doit-il être retrouvé pour continuer à protéger les femmes et pour réfléchir en tant que femmes aux contradictions à venir, dont la venue d'entités artificielles nous bousculant dans notre identité humaine commune ? Il importe de maintenir un dialogue entre toutes les idéologies du mouvement féministe, car le contexte politique actuel, imprégné d'extrémismes de droite et de gauche, fait craindre le pire sur le plan des acquis anciens et nouveaux. Cependant, les questions restent entières. Que veulent les femmes ? Quels sont les besoins de nos étudiantes et nos étudiants ? Que veulent les féministes ? Quelle est la place des femmes transgenres au sein du féminisme ? Quelle est la place du féminisme en travail social ?

Bibliographie

- Allard, B. (2023). *Les hommes dans les luttes féministes : une étude des subjectivités militantes proféministes*. Mémoire en science politique. Université du Québec à Montréal.
- Antonius, R et Baillargeon, N. (dir.) (2021). *Identité, « race », liberté d'expression. Perspective critique sur certains débats qui fracturent la gauche*. Presses de l'Université Laval.
- Aubry, L. et Turpin, B. (2012). *Victor Klemperer. Repenser le langage totalitaire*. CNRS.
- Basile, S., Asselin, H. et Thibault, M. (2017). Le territoire comme lieu privilégié de transmission des savoirs et des valeurs des femmes Atikamekw. *Recherches féministes*, 30(1), 61-80.
- Bell, D. (1960). *The end of ideology*. Harvard University Press.
- Bernays, E. L. (2004, c1928). *Propaganda*. Ig publishing.
- Bernier, C. (1995). Femmes et ethnicité en Ontario français : limites des convergences théoriques des discours de l'identité. *Recherches féministes*, 8 (2), 47-66.
- Blais, M. et Dupuis-Déri, F. (2015). *Le mouvement masculiniste au Québec : l'antiféministe démasqué*. Les éditions du remue-ménage.
- Boltanski, L. (2009). De la critique. Précis de sociologie de l'émancipation. Gallimard.
- Butler, J. (1990). *Gender Trouble. Feminism and the Subversion of Identity*. Routledge.
- Carniol, B. (1984). Clash of ideologies in social work education. *Revue canadienne de travail social*, 2, 184-199.
- Chouinard, I. (2024). Derrière le masque de la qualité des services de la gestion managériale : les droits sociaux bafoués des usagers et les fondements occultés de la profession des travailleurs sociaux. *Revue ATPS*, (25), 61-74. <https://edition.uqam.ca/atps/article/view/2427>
- Collins, A. M. (2016). "Empowerment" as efficiency and participation: gender in responsible agricultural investment principles. *International Feminist Journal of Politics*, 18(4), 559-573.
- Conseil du statut de la femme. (2012). *Avis. La prostitution : Il est temps d'agir*. Québec.
- Côté, I. et Boucher, J. (2008). La mouvance sociale des personnes gaies, lesbiennes, bisexuelles, transsexuelles et transgenres. Dans Davies, W. (2015). *The Happiness Industry: How the Government and Big Business Sold Us Well-being*. Verso.
- Deneault, A. (2008). *Noir Canada. Pillage, corruption et criminalité en Afrique*. Écosociété.
- Diaz, L. et Godrie, B. (2020). Biais idéologiques des chercheurs nord-américains sur l'Amérique latine. Conférence par Fals Bord le 2 décembre 1966. Dans *Décoloniser les sciences sociales*. Éditions science et bien commun. <https://scienceetbiencommun.pressbooks.pub/falsborda/chapter/chapter-1/>
- Descarries, F. (2005). L'antiféminisme « ordinaire ». *Recherches féministes*, 18(2), 137-151. <https://www.erudit.org/fr/revues/rf/2005-v18-n2-rf1048/012420ar/>
- Durocher, S. (2024). *Où sont les femmes? L'effacement du féminin dans l'espace public*. Les Éditions du journal.
- Ehrenreich, B. (2009). *Bright-sided: How the Relentless Promotion of Positive Thinking has Undermined America*. Metropolitan Books.
- Fassin, E. (juin 2009). La démocratie sexuelle contre elle-même. Les contradictions de « l'immigration subie ». *Vacarme*, 48, 48-50.
- Foucault, M. (1970). *L'ordre du discours*. Gallimard.
- Friedan, B. (1963). *The Feminine Mystique*. W. W. Norton
- Fukuyama, F. (1992). *La fin de l'histoire et le dernier homme*. Flammarion.
- Geertz, C. (2000). *Ideology as a Cultural System. The Interpretation of Cultures*. Basics Books.

- Gill, R. et Orgad, S. (2016, avril). Confidence Culture and the Remaking of Feminism. New Formations, *Righting of Feminism*.
- Goulet, É. (2011). *Comment comprendre les transformations du mouvement des femmes au Québec? Analyse des répercussions de l'antiféminisme*. Mémoire en science politique. Université de Montréal. https://api.cremis.ca/wp-content/uploads/2021/05/Goulet_Emilie_2011_memoire.pdf
- Grimard, M. (2004). L'Association des communautés francophones de l'Ontario de Toronto : de la chanson à l'action. *Francophonies d'Amérique*, 18, 149-155.
- Guilbaut, D. (2018). *Les droits des femmes sous le joug de l'identité de genre*. <https://sisyphe.org/spip.php?article5425>
- Harper, E. (2012). Regard sur l'intersectionnalité. *Études et analyse*, 44. http://www.relais-femmes.qc.ca/files/CRI-VIFF-Regards_sur_intersectionnalite.pdf
- Harper, E. et Kurtzman, L. (2014). Intersectionnalité : regards théoriques et usages en recherche et en intervention féministes. *Nouvelles pratiques sociales*, 26(2), 1527.
- Jean, R. (2021). Les chimères et les dérives de l'idéologie de l'identité de genre. Dans Antonius, R. et Baillargeon, N. (dir.), *op.cit.*
- Keucheyan R. (2010). *Hémisphère gauche. Cartographie des nouvelles pensées critiques*. Lux.
- Labbe, K. (2022). *Les actions posées par les préposées aux bénéficiaires en centre hospitalier de soins de longue durée concernant l'agressivité et l'errance chez les résidents ayant un diagnostic de démence en Abitibi-Témiscamingue*. Mémoire en travail social. UQAT.
- Lamoureux, D. (1998). La question lesbienne dans le féminisme montréalais : un chassé-croisé. Dans Demczuk, I. et Remiggi, F. W. (dir.). *Sortir de l'ombre : histoires des communautés lesbienne et gaie de Montréal*. VLB éditeur.
- Lamoureux, D. (2000). Services ou politiques. Quelques dilemmes du mouvement des femmes du Québec. *Les cahiers du genre*, 28, 133-157.
- Lebrun, F. (2024). *Barbarie numérique : une autre histoire du monde connecté*. L'échappée.
- Lindsay, J., Rondeau, G. et Desgagnés, J.-Y. (2011). Bilan et perspectives du mouvement social des hommes au Québec entre 1975 et 2010. Dans Deslauriers et al. (dir.). *Regards sur les hommes et les masculinités : théories et pratiques*. Presses de l'Université Laval, 13-44.
- Marx, K. et Engels, F. (1970, c1845). *L'idéologie allemande*, vol 1. Éditions sociales.
- Mead, M. (1949). *Male and Female: A Study of the Sexes in a Changing World*. W. Morrow.
- Mensah, Maria Nengeh (2005). *Dialogues sur la troisième vague féministe*. Les Éditions du remue-ménage.
- Millett, K. (1983). *La politique du mâle*. Seuil.
- Motoi, I. (1994). *Étude de Hastings*. Réseau des femmes du Sud de l'Ontario.
- Motoi, I. (2008). *Eurydice : pouvoir définir son vécu comme sexualité ou comme prostitution*. Thèse de doctorat en service social. Université de Montréal.
- Motoi, I. et Dufour, R. (2011). *La femme, sa sexualité et son pouvoir sexuel. Programme d'appropriation de sa sexualité*. Presses de l'Université du Québec.
- Motoi, I. (2016). La pensée critique du point de vue du travail social. *Sciences et actions sociales*, 5. <http://journals.openedition.org/sas/1491>
- Motoi, I. et Daniel, M.-F. (2020). Pour un travail social critique dialogique. Perspective de développement de la pensée critique dans les groupes de pairs en travail social comme rapports sociaux directs, tissés serrés, aux savoir. Dans Gagnon, M. et Hasni A. (dir.), *Pensées disciplinaires et pensée critique : enjeux de la spécificité et de la transversalité pour l'enseignement et la recherche*. Groupéditions.

- Motoi, I. (2023). Enseigner à penser critiquelement pour intervenir socialement. *Sciences et actions sociales*, (19). <http://journals.openedition.org/sas/2919>
- Motoi, I., Farcas, A.-D. et Woch, A. (2023). Émigration et immigration : les deux côtés de la mise en scène médiatique d'une langue de bois. *Bulletin științific, Fascicula filologie, Seria A*, Vol. XXXI, 489-531. https://www.researchgate.net/publication/340488200_Immigration_et_migration_les_deux_cotes_de_la_mise_en_scene_de_la_langue_de_bois
- Oprea, D.-A. (2008). Du féminisme (de la troisième vague) et du postmoderne. *Recherches féministes*, 21(2), 5-28.
- Orwell, G. (1972). 1984. Gallimard.
- Palma, H. (2008, 5 mai). *La percée de la mouvance masculiniste en Occident*. Sisyphes. <https://sisyphe.org/spip.php?article2941>
- Parenteau, D. et Parenteau I. (2009). *Les idéologies politiques. Le clivage gauche-droite*. Presses de l'Université du Québec.
- Pluckrose, H. et Lindsay, J. (2020). *Cynical Theories. How Activist Scholarship Made Everything about Race, Gender and Identity*. Pritchstone Publishind.
- Poulin, R. (1994). *La mondialisation des industries du sexe*. Éditions Imago.
- Proulx, P. (1981). *Femmes et francophonie : double infériorité*. FFCF.
- Pullen-Sansfaçon, A. (2013). L'approche anti-oppressive. Dans Harper E. et Dorvil, H. (dir.). *Le travail social, théories, méthodologies et pratique*. Presses de l'Université du Québec, 363-374.
- Rondeau, G. et al. (2004). *Les hommes : s'ouvrir à leurs réalités et répondre à leurs besoins*. Rapport du Comité de travail en matière de prévention et d'aide aux hommes. Ministère de la Santé et des Services sociaux. https://publications.msss.gouv.qc.ca/msss/fichiers/2004/04-911-01_rap.pdf
- Rottenberg, C. (2014a). Happiness and the Liberal Imagination: How Superwoman Became Balanced. *Feminist Studies*, 40(1) 144-168.
- Rottenberg, C. (2014b). The rise of neoliberal feminism. *Cultural Studies*, 28, 418-437.
- St-Amand, N., 2013, Interventions opprimantes ou conscientisantes? *Reflets*, 9(2), 39-161.
- Sirois, M. (2021). Sexe et genre : de la planification de la réalité par des activistes à l'insouciance des bien-pensants. Dans Antonius, R. et Baillargeon, N. (dir.), *op.cit.*
- Stoller, R. (1968). *Sex and Gender: On the Development of Masculinity and Femininity*. Hogarth.
- Touraine, A. (1974), Mouvements sociaux et idéologies dans les sociétés dépendantes. *Revue Tiers Monde*, 57, 217-232.
- Touraine, A. (1992). *Critique de la modernité*. Fayard.
- Vandeveldt-Rougale, A. (2017). *La novlangue managériale, emprise et résistance*. Érès.
- Van Dijk, T.A. (2006). Discourse and manipulation. *Discourse & Society*, 17(3), 359-383.
- Voirol, O. (2008). Idéologie : concept culturaliste et concept critique. *Actuel Marx*, 1(43), 62-78.

